



Déclaration orale de la FIACAT co-sponsorisée par CCPR Centre, OMCT et Trial International

Point 4 – Dialogue interactif avec la Commission d'enquête sur le Burundi

41^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme – 2 juillet 2019

Merci Monsieur le Président,

Les organisations signataires¹ de cette déclaration souhaitent réitérer leurs graves inquiétudes et constats relatifs à la crise politique et sécuritaire que traverse le Burundi depuis plus de 4 ans.

De graves violations des droits humains continuent d'être recensées chaque jour. L'ACAT Burundi a ainsi documenté 24 assassinats, 6 cas d'enlèvements, 60 cas d'arrestations et détentions arbitraires et 50 cas de torture en mai 2019.

La situation de la société civile et des médias est particulièrement préoccupante. Le maintien en prison de Germain Rukuki, ancien salarié de l'ACAT Burundi et de Nestor Nibitanga membre de l'APRODH, en témoigne. A ce jour, Germain Rukuki, arbitrairement condamné à 32 ans de prison pour son travail au sein de l'ACAT, est toujours en attente de recevoir la décision de son jugement en appel, prévue pour le 28 juin 2019, après que son dossier ait été déclaré perdu 3 mois après son audience en appel de novembre 2018.

La dégradation de la situation s'illustre également par le traitement réservé aux organisations de la société civile tel que la récente suspension de l'organisation PARCEM qui pointait les difficultés socio-économiques que connaît le Burundi. Au même titre, en septembre 2018, une loi a restreint l'activité des organisations de la société civile internationale en imposant notamment un contrôle de leurs finances ainsi que des quotas ethniques dans leur recrutement.

Ce climat hostile s'illustre également par la saisie des biens des leaders de la société civile et des opposants politiques ou encore par les récentes mesures de fermeture des radios internationales privant la population de son droit à l'information.

Alarmées par l'urgence à mettre fin à cette crise et à lutter contre l'impunité, particulièrement à l'approche des élections de 2020, les organisations signataires appellent :

- le gouvernement burundais à libérer les défenseurs des droits humains placés en détention et à garantir à l'ensemble de la société civile et aux médias le droit de mener leurs actions sans être menacé ni emprisonné ;
- la communauté internationale à s'assurer que le gouvernement burundais participe à un dialogue inclusif afin de convenir d'une solution à la crise et pour garantir la tenue d'élections libres et inclusives en 2020.

Je vous remercie

¹ ACAT Burundi, AJBE, APRODH, CAVIB, CB-CPI, CBDDH, CCPR Centre, COSOME, FIACAT, FOCODE, FORSC, MFFPS, OMCT, RCP, SOS-Torture / Burundi, Trial International et UBJ